

Dennis Bevington

Député, Territoires du Nord-Ouest

Bulletin du printemps 2015



Chers amis,

À trois mois de la fin de la 41^e législature, je pense que les Canadiens en ont eu assez du gouvernement majoritaire de Harper qui, à maints égards, manque à ses obligations.

Le seul objectif de Stephen Harper en matière d'économie, soit de faire du Canada une superpuissance énergétique, s'est révélé insensé et mal avisé. La chute du prix du pétrole et l'offre excédentaire de gaz naturel en Amérique du Nord ont porté un dur coup à notre économie et mis à mal nos perspectives d'avenir. Il y a deux ans, le gouvernement Harper se targuait de mettre en branle quelque 650 projets d'exploitation de ressources naturelles partout au Canada pour stimuler l'économie. Il a saboté la protection de l'environnement pour faciliter l'exploitation des ressources. Il a fait fi des droits des Premières Nations que protège pourtant la Constitution. Il a fait baisser le taux d'imposition des entreprises pour que son rêve soit encore plus attrayant. Il s'agissait d'une façon d'ouvrir la porte à quiconque souhaitait s'accaparer un peu de nos ressources naturelles.

Qu'est-ce que tout cela a apporté?

Rien. Cela n'a rien apporté.

Partout au pays, des Premières Nations poursuivent le gouvernement et obtiennent gain de cause. L'exemple le plus récent est celui du gouvernement tlicho, qui a obtenu de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest une injonction pour empêcher la création d'un superoffice qui aurait remplacé l'Office des terres et des eaux créé en vertu d'accords de revendications territoriales.

Le gouvernement Harper aime parler de son bilan en matière de création d'emplois depuis la récession de 2008, comme si un taux de chômage de 7 % (le double, si on compte les gens qui ont abandonné la recherche de travail) avait de quoi réjouir. En réalité, l'avenir de notre économie et des jeunes n'est pas rose du tout.

Nous sommes en pleine année électorale; ne nous laissons pas distraire par les questions de sécurité et la lutte antiterrorisme ou par notre intervention militaire au Moyen-Orient. Il est l'heure de s'interroger sur le type de leadership dont nous voulons pour améliorer notre vie ainsi que le sort de notre famille et de notre communauté.

Dans le Nord, nous devons trouver des solutions pour réduire l'exorbitant coût de la vie, répondre à nos besoins en matière d'infrastructure et bâtir les économies de nos petites collectivités. Nous avons la chance, dans les Territoires du Nord-Ouest, d'avoir un secteur des ressources qui se porte bien, mais cela ne sera pas éternel. La diversification économique est essentielle pour notre avenir.

Cette année, conjointement avec le député Bob Bromley, j'ai mené une enquête auprès de différents intervenants pour recueillir des idées sur la façon de stimuler et de solidifier nos économies locales. Les résultats de cette enquête sont affichés dans mon site Web, sous forme de rapport, à l'adresse suivante: www.dennis.bevington.ca. Nous prévoyons par ailleurs la tenue d'un forum à Yellowknife du 21 au 23 mai pour situer notre économie.

Je vous souhaite un printemps et un été superbes.

Dennis



Ci-dessus : le député Dennis Bevington, Susan Chatwick et Jessie MacKenzie

À gauche : des jeunes du Nord venus à Ottawa pour une démonstration de sports nordiques à l'occasion des Journées des Territoires du Nord-Ouest. Le 31 janvier et le 1^{er} février 2015.



Les journées des Territoires du Nord-Ouest ont eu lieu à Ottawa le 31 janvier et le 1^{er} février 2015 dans le cadre du Bal de neige. De nombreux artistes du Nord y ont participé.



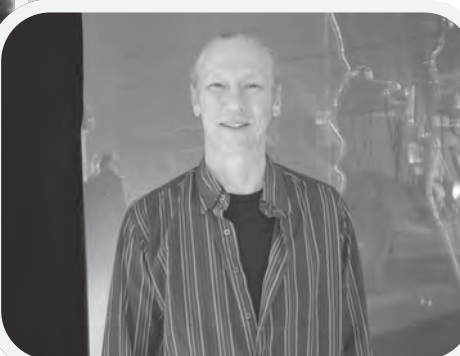
Ci-dessus : Karen Wright-Fraser, en plein travail d'artisanat.
Ci-dessous : John Sabourin, de Fort Simpson.



Ci-dessus : Les frères William et Peter Greenland.



Ci-dessus : Amos Scott, de Yellowknife.



Ci-dessous : Pat Braden, musicien.



Ci-dessus : Jennifer Walden, de Yellowknife.



Ci-dessus : Derrald Taylor.



Ci-dessus : La musicienne Leela Gilday, de Yellowknife.



Ci-dessus : Norman Peltier, Pablo Saravnja, Dennis et Lorne McGinnis.

Ci-dessous : Antoine Mountain et Angus Beaulieu.



À gauche : Cathie Bolstad et Michelle Handley.



En comité :

Ma déclaration au ministre des Affaires autochtones, le 24 mars 2015

Le 24 mars, le ministre des Affaires autochtones et du Développement du Nord canadien a témoigné devant le Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord. Il s'exprimait au sujet du projet de loi S-6, dont le texte vise à modifier la Loi sur l'évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon, créée en vertu de l'Accord-cadre définitif sur les revendications territoriales du Yukon.

M. Dennis Bevington (Territoires du Nord-Ouest, NPD) :

Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je vous remercie d'être parmi nous, d'écouter nos points de vue et de répondre à nos questions sur le projet de loi.

Vous avez dit quelque chose qui me dérange beaucoup. Vous avez dit que ces territoires sont tous pareils et que vous voulez que les mêmes mesures s'appliquent pour chacun d'eux, que vous voulez adopter une approche unique pour le développement du Nord. C'est vraiment inconcevable. Je crois que vous devriez réviser votre façon de voir les choses. Ces territoires sont très différents. Si vous alliez au Nouveau-Brunswick et que vous disiez que les mêmes lois environnementales devraient s'appliquer au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, je pense que vous vous buteriez à une opposition farouche.

C'est ce que vous créez dans ce cas-ci. Vous avez pensé qu'en quelque sorte, le travail que vous avez accompli dans les Territoires du Nord-Ouest, auquel une grande partie des gens se sont opposés, constitue une bonne raison de dénigrer un système qui fonctionne bien au Yukon en apportant ces quatre modifications, de dénigrer le système que les gens ont approuvé et dans le cadre duquel ils travaillent. Vous ferez des modifications qui n'ont pas été bien acceptées dans les Territoires du Nord-Ouest. Les instructions générales obligatoires que vous avez imposées aux Territoires du Nord-Ouest, la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie, n'ont pas remporté l'adhésion de tous les gens là-bas, loin de là.

Lorsque vous dites qu'il faut adopter ces mesures maintenant au Yukon pour qu'elles concordent avec celles des Territoires du Nord-Ouest, je pense que vous... Ce n'est qu'un argument spécieux et vous devriez vous abstenir de le dire. Vous devriez tenir compte des caractéristiques propres à chacun de ces trois territoires.

De plus, en ce qui concerne le processus dont vous avez parlé concernant les consultations, ce que vous nous avez dit aujourd'hui empêche toute consultation. Quand vous dites que vous avez rencontré les Premières Nations et que vous ne pouviez pas leur fournir le projet de loi parce qu'il était déjà interdit, en vertu des règles fédérales, de le distribuer, vous

rejetez la notion de consultation. Votre idée est déjà faite. Vous avez élaboré un projet de loi et donc, comment pouvez-vous consulter les gens alors que vous avez déjà préparé des mesures législatives que vous allez présenter? C'est un autre problème que posent vos propos d'aujourd'hui. Par la suite, vous avez lu la définition de gouvernement qui figure dans l'accord-cadre, et vous dites que parce que vous définissez le gouvernement de cette façon, les Premières Nations ne constituent pas des gouvernements au Yukon. Non, nous avons ce qu'on appelle la Constitution. Vous devez en tenir compte également. La Constitution confère des droits aux Premières Nations qui doivent être respectés.

En ce qui concerne ces trois points, vous avez réfuté en grande partie ce que vous êtes venu essayer d'accomplir devant nous. Je crois que vous devriez revoir ce projet de loi. Si les Yukonnais ne l'appuient pas, c'est parce qu'ils sont satisfaits de ce qu'ils ont déjà. Le système fonctionne. Ils cheminent dans le cadre d'une entente entre les Premières Nations et le gouvernement populaire qui est vraiment unique et très importante pour eux.

Même l'industrie le comprend. Je vous invite à consulter une lettre de Casino Mining. Je vous invite à consulter une lettre de l'Association de l'industrie touristique du Yukon. Voilà des gens qui vous disent « Cessez de revenir en arrière, d'imposer à nouveau votre attitude paternaliste envers le Yukon, et prenez conscience que ce temps est révolu. » Voilà ce qu'ils vous disent.

Pourquoi faites-vous cela? Quel est l'objectif ? Voulez-vous créer plus de problèmes, nous renvoyer devant les tribunaux comme vous l'avez fait dans le cas des Territoires du Nord-Ouest avec le superoffice? Nous avons une injonction. Il est à espérer qu'elle durera jusqu'à la fin de la prochaine élection et que le nouveau gouvernement pourra rejeter votre projet de loi. On peut rejeter l'idée d'un superoffice et ramener les choses qui fonctionnent bien dans les Territoires du Nord-Ouest.

Voilà les problèmes que nous constatons, que je constate. Vous avez dit beaucoup de choses aujourd'hui, et je vous montre seulement ce que vous avez fait de ce que vous avez dit ici aujourd'hui.

Se poste sans timbre
au Canada

Dennis Bevington
Député, Territoires du Nord-Ouest
239, édifice de la Confédération
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Les députés du NPD rapportent à leur circonscription

On entend souvent dire que le sort des habitants du Nord est meilleur lorsque leur député appartient au parti au pouvoir. Pourtant, ce n'est pas ce que conclut un article paru récemment dans le *Hill Times*.

Rédigé par David Akin et publié le 16 mars, l'article examine les annonces de dépenses dans les 308 circonscriptions fédérales. Ce que M. Akin a découvert, c'est que sur les 10 circonscriptions les plus financées par le gouvernement fédéral, cinq sont détenues par des députés conservateurs, quatre par des députés du NPD et une par un député libéral. Les observations de M. Akin ont commencé le 2 mai 2011, aux dernières élections.

Les Territoires du Nord-Ouest occupent la place du milieu, soit la cinquième place, et reçoivent 124,47 millions de dollars de fonds du gouvernement fédéral. La circonscription qui en reçoit le plus — près de 300 millions de dollars — est détenue par la députée du NPD, Megan Leslie. La quatrième place est occupée par la circonscription manitobaine du député néo-démocrate Pat Martin (126 millions de dollars), et la dixième place, par la circonscription du nord de l'Ontario du député également néodémocrate Charlie Angus (52 millions de dollars). Le Nunavut, représenté par la ministre du cabinet Leona Aglukkaq, ne figurait même pas parmi les 20 circonscriptions les plus financées.

Les députés du NPD travaillent fort pour défendre leurs électeurs et leur offrir leur juste part du financement fédéral.

Le Nord a faim, les conservateurs batifolent

Beaucoup d'entre vous ont vu la photo de la députée conservatrice du Nunavut, Leona Aglukkaq, en train de lire le journal à la Chambre des communes alors que des députés du NPD — dont je faisais partie — lui posaient des questions au sujet du programme Nutrition Nord Canada. Cette absence d'intérêt, de celle qui représente pourtant le Nord au sein du cabinet conservateur, n'est que la pointe de l'iceberg; car l'échec du gouvernement Harper à l'égard de ce programme est total.

Un rapport récent de Statistique Canada révèle que, pendant la première année de mise en œuvre du programme, le nombre de ménages qui n'a pas été en mesure de se procurer des aliments sains dans le Nord a augmenté. Selon Statistique Canada, c'est au Nunavut qu'on trouve le plus haut taux d'insécurité alimentaire au Canada, un taux qui se situe à 36,7 %. Les Territoires du Nord-Ouest viennent en deuxième place (13,7 %), suivis du Yukon (12,4 %). La moyenne canadienne de l'insécurité alimentaire se situe à environ 10,2 % des ménages avec enfants, et à 7,6 % des ménages sans enfants.

On parle d'insécurité alimentaire pour définir l'impossibilité de se procurer des aliments en quantité ou en diversité suffisante pour avoir un régime alimentaire sain.

À la demande de députés du NPD, le vérificateur général a examiné le programme Nutrition Nord. Son rapport, sorti à l'automne 2014, a révélé que le programme éprouvait de graves difficultés. Selon le vérificateur général, plus de 50 collectivités isolées et éloignées reçoivent soit la subvention minimale soit aucune subvention. Il a également révélé que le gouvernement n'était pas en mesure d'établir si le programme permettait réellement de réduire l'insécurité alimentaire, qu'aucun mécanisme n'était en place pour déterminer si les subventions étaient acheminées et qu'aucun critère d'admissibilité n'avait été fixé pour déterminer les collectivités admissibles. Pour terminer, le vérificateur général a révélé que le ministère des Affaires autochtones avait fondé l'admissibilité des collectivités en fonction de leur adhésion à l'ancien programme Aliments-Poste.

Les députés néo-démocrates continuent de défendre les intérêts des Autochtones et des non-Autochtones qui habitent les quelque 130 collectivités nordiques des provinces et des trois territoires. Nous poursuivons nos pressions sur le gouvernement conservateur pour qu'il intègre au programme Nutrition Nord les 50 collectivités accessibles uniquement par avion, des collectivités nordiques isolées qui ne sont pas admissibles à l'obtention de la pleine subvention à l'heure actuelle.

Nous faisons également pression sur les conservateurs pour que ceux-ci créent des critères d'admissibilité équitables à l'intention des collectivités nordiques de façon à tenir compte de leur réalité et à offrir suffisamment de fonds pour répondre aux besoins de tous.

Si les néo-démocrates forment le prochain gouvernement, nous entamerons une révision immédiate du programme Nutrition Nord pour trouver une façon de verser les subventions directement aux habitants du Nord. Cette révision se tiendra conjointement avec les habitants du Nord, qui seront nos partenaires à part entière. En outre, un gouvernement néo-démocrate travaillera avec les habitants du Nord à l'élaboration de solutions efficaces et efficientes aux problèmes d'insécurité alimentaire.

Les députés du NPD prendront d'autres mesures ce printemps pour obliger le gouvernement Harper à régler les problèmes du programme Nutrition Nord.

Exprimez-vous; faites-nous part de vos idées.